

La démocratie européenne et le coup d'Etat financier

Partage international n° [281](#) - Février 2012

par Ignacio Ramonet

Paris (France)

Il est clair que l'Union européenne ne parvient pas à trouver la volonté politique de résister aux marchés et de résoudre la crise. Jusqu'à maintenant l'attitude lamentable des dirigeants européens a été imputée à leur effarante incompetence.

Cette vision (pourtant correcte) des choses est cependant un peu courte, notamment après les récents « coups d'Etat financiers » qui, en Grèce et en Italie, ont dynamité une certaine conception de la démocratie. Ce qui s'est produit relève moins de la médiocrité et de l'incompétence que d'une complicité active avec les marchés.

Qu'entendons-nous par « marchés » ? Un regroupement de banques d'investissement, de compagnies d'assurance, de fonds de pension et de fonds spéculatifs qui achètent et vendent essentiellement quatre types d'actifs : devises, actions, obligations souveraines et produits dérivés.

Pour saisir l'ampleur colossale de leur pouvoir, il suffit de citer deux chiffres : chaque année l'économie réelle (la production de biens et de services) génère à travers le monde quelque 45 000 milliards d'euros - le produit domestique mondial brut. Dans le même temps, dans la sphère financière, les « marchés » brassent 3 450 000 milliards de dollars de capitaux - 76 fois la production totale de l'économie réelle.

Il en résulte qu'aucune économie nationale, aussi puissante soit-elle (et l'Italie, rappelons-le, est la huitième économie mondiale) ne peut résister à une attaque conjointe des marchés lorsque ces derniers ont décidé d'en lancer une, comme c'est le cas depuis plus d'un an maintenant, contre le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Espagne, pays qualifiés par eux de « cancras ».

Mais il y a pire. Contrairement à ce à quoi on pourrait s'attendre, les « marchés » ne sont pas des forces exotiques qui auraient, de leurs lointaines hauteurs, fondu sur nos économies locales. La majorité d'entre eux sont, au contraire, nos propres banques européennes (celles-là mêmes que les pays de l'UE ont accepté de renflouer avec leurs deniers en 2008). En d'autres termes, le problème ne vient pas d'une attaque massive sur la zone euro initiée par la finance américaine, chinoise, japonaise ou arabe.

Ce qui se passe est essentiellement une guerre de l'intérieur conduite par les propres banques, compagnies d'assurance, fonds spéculatifs, fonds de pension et établissements financiers de l'Europe. Car ce sont là les entités qui gèrent l'argent des Européens et détiennent la masse de la dette souveraine européenne ⁽¹⁾. Et ce sont ces entités qui, afin de défendre - théoriquement - les intérêts de leurs clients, spéculent et font grimper les taux d'intérêt que doivent payer les gouvernements pour emprunter, à un point tel que certains d'entre eux - Irlande, Portugal et Grèce - ont été amenés au bord de la faillite. Le résultat de cette pratique est que les citoyens de ces pays se sont trouvés dans l'obligation de supporter les mesures d'austérité et les ajustements brutaux imposés par les gouvernements européens pour apaiser les vautours des « marchés » - c'est-à-dire de leurs propres banques. Ces dernières obtenaient par ailleurs, sans difficulté, des fonds de la Banque centrale européenne à un taux d'intérêt de 1 %, qu'elles prêtaient à leur tour à 6,5 % à des pays comme l'Espagne et l'Italie.

On rappellera également l'immense, le scandaleux pouvoir détenu par les agences de notation (Fitch, Moody's, Standard & Poor's) dont on sait que c'est leur calcul de la solvabilité d'un pays qui détermine le taux auquel celui-ci peut emprunter sur le marché ⁽²⁾. Non contentes de commettre des erreurs d'appréciation fréquentes voire carrément dramatiques comme lors du fiasco des *subprimes* qui a conduit à la crise actuelle, ces agences jouent un rôle pervers et détestable dans des situations comme celle que nous connaissons actuellement. Il est clair, en effet, que les plans d'austérité et les programmes de coupes et d'ajustement de la zone euro quels qu'ils soient amèneront une chute de la croissance, à la suite de quoi les agences dégraderont la note des

pays en difficulté, ce qui fera grimper les coûts du service de la dette et forcera les gouvernements à pratiquer des coupes budgétaires encore plus sévères, avec pour résultat de ralentir encore davantage l'activité économique et de provoquer une nouvelle dégradation de leur note, et ainsi de suite.

On voit bien dans le cercle vicieux de ce qui est fondamentalement une guerre économique pourquoi la situation de la Grèce est devenue de plus en plus préoccupante alors que son gouvernement lui imposait de plus en plus de coupes budgétaires et de mesures drastiques d'austérité. Les sacrifices consentis par les citoyens n'ont servi à rien. La dette grecque est maintenant dégradée dans la catégorie spéculative ou « *junk* ».

Ainsi les marchés ont-ils obtenu ce qu'ils voulaient : leurs représentants ont maintenant l'accès direct au pouvoir de l'Etat sans avoir à passer par la case « élections ». Lukas Papademos, nouveau premier ministre grec, et Mario Monti, premier ministre italien, sont des banquiers. D'une façon ou d'une autre, tous deux ont travaillé chez Goldman Sachs, banque américaine dont la spécialité consiste à placer ses cadres à des postes de pouvoir (3). Tous deux sont membres de la Commission trilatérale.

Dans le cadre d'une « démocratie limitée », ces technocrates doivent imposer, sans se soucier des coûts sociaux, toutes les mesures exigées par les marchés - davantage de privatisations, davantage de coupes budgétaires, davantage de sacrifices - que certains politiques n'avaient pas osé imposer du fait de l'intensité de l'opposition populaire.

L'Union européenne est le dernier endroit au monde où le capitalisme sauvage est tempéré par des systèmes de protection sociale, connus sous le vocable d'Etat providence. Les marchés n'aiment pas ça et ils entendent bien les détruire. Telle est la mission stratégique assignée aux technocrates arrivés au pouvoir par cette nouvelle voie - coup d'Etat financier - présentée, qui plus est, comme

compatible avec la démocratie.

Il est peu probable que ces technocrates « post-politiques » réussissent à résoudre la crise. Si une solution technique était suffisante, elle serait déjà terminée. Que se passera-t-il si les citoyens d'Europe se rendent compte que leurs sacrifices ont été vains et que la récession continue ? Quelle ampleur les protestations revêtiront-elles ? Jusqu'où la violence ira-t-elle ? Comment l'ordre économique sera-t-il maintenu dans les rues et dans l'esprit des citoyens ? Les démocraties européennes deviendront-elles des « démocraties autoritaires » ?

1. Par exemple 45 % de la dette souveraine en Espagne sont détenus par les banques espagnoles et les deux tiers des 55 % restants sont détenus par des établissements financiers du reste de l'UE. Ainsi, 77 % de la dette espagnole sont entre les mains des Européens et 23 % seulement entre celles d'entités non-UE.

2. La note la plus élevée est AAA. Fin novembre 2011, seuls les pays suivants la détenaient : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Finlande, France, Luxembourg, Pays-Bas, UK, Suède et Suisse. Les US ont été dégradés en août dernier, leur note est maintenant AA+. L'Espagne est AA-, comme la Chine et le Japon. [Notes en vigueur à la date de rédaction de cet article (NdlR)].

3. Goldman Sachs a réussi à placer Robert Rubin au poste de secrétaire du Trésor dans le gouvernement du président Clinton, et Henry Paulson à ce même poste dans celui de George W. Bush. Mario Draghi, le nouveau président de la Banque centrale européenne, a été vice-président de Goldman Sachs Europe de 2002 à 2005.

Auteur : Ignacio Ramonet,

Sources : IPS

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()